

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

La procédure électronique en matière civile

Mougenot, Dominique

Published in:

Le code judiciaire a 50 ans

Publication date:

2018

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Mougenot, D 2018, La procédure électronique en matière civile: du télécopieur à l'intelligence artificielle. Dans *Le code judiciaire a 50 ans: et après ? Hommage Ernest Krings & Marcel Storme*. Larcier , Bruxelles, p. 625 - 660.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

La procédure électronique en matière civile : du télécopieur à l'intelligence artificielle

DOMINIQUE MOUGENOT

Juge au tribunal de l'entreprise du Hainaut
Maître de conférences invité à l'UNamur et l'UCLouvain

I. INTRODUCTION : DE QUOI PARLE-T-ON ?

1. Qu'est-ce que la procédure électronique ? Monsieur Krings n'a jamais écrit sur la procédure électronique. Et pour cause : on n'en parlait pas à l'époque où sa plume marquait la doctrine en droit processuel. Toutefois, ces technologies novatrices soulèvent des questions de principe en matière de procédure, qui ne lui auraient certainement pas échappé. Ce n'est pas par hasard que l'actuel premier président de la Cour a pris la parole ou écrit à plusieurs reprises sur cette question. Il n'est donc pas déplacé d'aborder un tel sujet dans le présent ouvrage.

La procédure électronique est un mille-feuille constitué de nombreuses couches, plus ou moins accessibles ou aisées à mettre en œuvre.

Elle concerne les éléments suivants :

- les différents intervenants à la procédure peuvent communiquer entre eux ou avec le tribunal de manière électronique ; tous les actes de procédure peuvent être déposés par voie électronique dans le dossier du tribunal ; les jugements et autres actes de procédure sont notifiés aux parties, à leurs avocats ou aux autres intervenants par voie électronique ; les significations par huissier de justice sont également dématérialisées ; c'est la communication électronique ;

- le dossier de la procédure est dématérialisé ; il est alimenté par voie électronique et les originaux sont signés électroniquement ; ce dossier n'a plus de localisation physique et ne se déplace pas en cas de recours ou de renvoi d'une juridiction à l'autre ; c'est le dossier électronique ;
- les applications utilisées par le tribunal pour gérer les dossiers sont uniformisées et compatibles, de façon à permettre le transfert de données entre juridictions et la récupération des données introduites à des stades antérieurs de la procédure ; c'est l'uniformisation des « applications métier » ;
- l'audience devient électronique ; les déplacements au tribunal sont supprimés ; les simples audiences d'agenda sont remplacées par des procédures de fixations électroniques, tenant compte des convenances des avocats ; la plaidoirie a lieu par vidéoconférence ou est supprimée ; c'est l'audience électronique ;
- la jurisprudence, préalablement pseudonymisée, est universellement accessible en format électronique ; cette énorme base de données (« *big data* ») est traitée par des systèmes d'intelligence artificielle, qui documentent de manière très fine et ciblée les parties et les juges sur les solutions retenues dans des cas similaires et sur les probabilités de gain ou de perte du procès ; c'est la justice prédictive ;
- l'exécution est dématérialisée, quand c'est possible ; les actifs électroniques sont saisis ou bloqués, un site web est rendu inaccessible, un enregistrement dans un registre (marques, « banque carrefour », ...) est supprimé... ; c'est l'exécution électronique ;
- et, dans un futur peut-être pas si lointain, la prise de décision est automatisée ; l'ordinateur, se fondant sur des règles de droit introduites dans son programme ou sur une analyse de la jurisprudence, prend une décision sur des cas d'espèce qui lui sont soumis ; c'est la robotisation de la justice.

Ces fonctions peuvent être mises en place par modules séparés ou intégrées dans un système unique. Ce système intégré est un peu le graal de la procédure électronique. Sa mise en place a été tentée dans de nombreux États, avec beaucoup d'échecs (coûteux)(1). La Belgique n'y a malheureusement pas échappé, avec le projet Phénix, dont nous parlerons ci-après (voy. *infra*, n° 3).

(1) K. BENYKHLEFF et C. IAVARONE-TURCOTTE, « Procédure et immatériel – Rapport général », in *L'immatériel*, Travaux de l'association Henri Capitant, t. LXIV, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 681 et s.

Historiquement, c'est la communication électronique qui a tout d'abord fait l'objet des premières démarches du législateur. Actuellement, toutes les dimensions de la procédure électronique retiennent l'attention, à des degrés divers. Les motivations sont variées. On en attend une plus grande efficacité et rapidité des tribunaux, une réduction de la charge de travail des juges et des greffiers (et donc la possibilité d'en nommer moins ?), un gain de temps pour les parties, une plus grande accessibilité, voire transparence, de l'œuvre judiciaire...

Comme le relèvent G. de Leval et J. van Compernelle, « [l']informatisation de la justice peut faciliter l'accès à la justice et représenter un facteur d'accélération des échanges entre les acteurs du procès et d'allègement des charges et des coûts » et « [i]l s'agit d'une priorité pour faire face à la pénurie récurrente de moyens et rendre, enfin, le procès réellement plus rapide, plus simple et moins onéreux »(2).

II. LE PASSÉ

2. La loi du 20 octobre 2000 (loi « Bourgeois »). Il n'est pas inutile de rappeler qu'une première tentative de réforme a eu lieu en 2000. Elle est issue d'une proposition de loi déposée en 1998 par le député Geert Bourgeois(3). L'objectif premier de cette proposition était de légitimer l'usage du télécopier dans la procédure judiciaire, même si le courrier électronique était déjà timidement mentionné. Tombée aux oubliettes avec la fin de la législature, la proposition fut réintroduite par le même auteur lors de la législature suivante(4). Le texte était plus ambitieux, notamment du fait de l'utilisation plus systématique du courrier électronique. On sentait toutefois encore une retenue, une volonté de ne pas aller trop loin dans la réforme. Ainsi, lors des travaux parlementaires, M. Bourgeois annonça que son texte ne visait pas la notification par pli judiciaire, qui restait soumise au régime traditionnel de l'envoi papier(5).

Cette proposition, entre-temps étoffée par des dispositions de droit civil concernant la signature électronique, est à l'origine de la loi du 20 octobre

(2) G. DE LEVAL et J. VAN COMPERNELLE, « Le cinquantième anniversaire du Code judiciaire et sa destinée », *J.T.*, 2017, p. 619.

(3) *Doc. Parl.*, Ch. repr., sess. ord. 1997-1998, n° 49-1501/001.

(4) *Doc. Parl.*, Ch. repr., sess. extraord. 1999, n° 50-0038/001.

(5) Rapport de la Commission de la justice, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 1999-2000, n° 50-0038/008, p. 41.

2000. Les dispositions de cette loi modifiant le Code judiciaire devaient entrer en vigueur à une date déterminée par le Roi. Le principal écueil pratique était l'inadéquation du parc informatique des cours et tribunaux. Le ministre de la Justice de l'époque annonça toutefois que tout serait mis en œuvre pour que l'entrée en vigueur soit réalisée pour le 1^{er} septembre 2001 au plus tard (6). En fait, cette entrée en vigueur n'a pas eu lieu et ne se produira jamais. Certaines dispositions de cette loi ont été intégrées dans les lois des 10 juillet et 5 août 2006, qui seront examinées ci-après. Les autres dispositions ont été abrogées (7). La loi du 20 octobre 2000 est donc mort-née (8). La première d'une série !

Il est dès lors inutile de s'appesantir sur le contenu d'une modification législative qui n'a jamais vu le jour (9). Avec le recul, la réforme de 2000 peut apparaître bien modeste. Elle ne porte que sur les modes les plus simples de la communication judiciaire : le pli simple et le pli recommandé. En outre, on peut reprocher au législateur de l'époque un manque d'analyse des procédés qu'il organisait. Ainsi, aucune étude des fonctions du recommandé ne figure dans les travaux préparatoires. Ce manque d'étude préalable a mené à des solutions que le législateur de 2006 lui-même a reconnu boiteuses (10). À la décharge des députés, on peut toutefois relever que légiférer sur le recommandé électronique en 1999 était une gageure, parce que le procédé était encore largement inconnu. Par certains aspects, le travail de 1999-2000 s'apparentait à de la science-fiction. À cet égard, en essayant les plâtres d'une première ébauche de la procédure par voie électronique, le législateur de 2000 a préparé la tâche du législateur de 2006 et lui a évité de reproduire les mêmes erreurs. Si la manière est parfois discutable, la loi de 2000 est donc un premier pas dans la définition du régime de la communication électronique.

(6) Rapport de la Commission de la justice, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 1999-2000, n° 50-0038/008, p. 47.

(7) Art. 28 de la loi du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique.

(8) Du moins, ses dispositions de droit judiciaire, parce que les dispositions traitant de la signature électronique et de la notification en matière civile (art. 2281) sont effectivement en vigueur.

(9) Les lecteurs intéressés par un commentaire systématique des dispositions de droit judiciaire de cette loi peuvent consulter : L. GUINOTTE et D. MOUGENOT, « Quelles procédures pour le commerce électronique ? », in *Le commerce électronique : un nouveau mode de contracter ?*, Liège, Éd. Jeune Barreau, 2001, pp. 353 et s. et V. LAMBERTS, « Les relations Barreau-Palais : le rôle électronique et la diffusion des données jurisprudentielles », in *Cabinets d'avocats et technologies de l'information – Balises et enjeux*, Cahiers du CRID, vol. 26, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 239 et s.

(10) Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2004-2005, n° 51-1701/001, p. 30.

3. Phénix, l'oiseau mythique qui n'a jamais pris son envol. Un chantier ambitieux a vu le jour en 2001 : le projet Phénix(11). Il visait non seulement une intégration des différents systèmes informatiques utilisés par l'ordre judiciaire mais aussi – et surtout – la dématérialisation totale du dossier de procédure et la communication électronique entre tous les intervenants du procès.

L'exécution de ce projet nécessitait trois éléments. Le matériel d'abord. Le SPF Justice fit l'acquisition des ordinateurs nécessaires pour héberger et gérer l'importante base de données au cœur du nouveau système. Un cadre légal ensuite. Trois lois furent votées à cette fin. La loi du 10 août 2005 donna une existence légale au « système Phénix » et institua les organes appelés à le gérer(12). Les lois du 10 juillet et 5 août 2006 adaptèrent le Code judiciaire à l'utilisation d'un dossier de procédure et d'une communication sous forme électronique(13). Enfin, il fallait élaborer une nouvelle application (un programme informatique) permettant à toutes les juridictions de mener une procédure par voie électronique et aux intervenants externes d'accéder aux dossiers. Cette dernière mission fit l'objet d'une adjudication en 2001. En mars 2007 toutefois, la ministre de la Justice de l'époque mit un terme au marché, estimant que les résultats atteints n'étaient pas satisfaisants. L'arrêt du développement de l'application par l'adjudicataire choisi aurait pu n'être qu'un accident de parcours. Il sonna cependant le glas du projet Phénix(14).

Quels sont les motifs de cet échec ? Ils sont certainement multiples. S. Wynsdau et F. Jongen en retiennent trois(15) : l'absence d'un chef de projet unique, l'ambition excessive du projet, qui entendait utiliser la même application pour gérer tous les aspects de la justice civile et pénale, et

(11) Voyez I. VEROUGSTRAETE, « Présentation générale du système phénix, entre projet et réalité », in *Phénix – Les tribunaux à l'ère électronique*, Cahiers du CRID, vol. 29, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 17 et s. ; I. VEROUGSTRAETE et V. LAMBERTS, « Le dossier électronique : concept, création, gestion », in *Phénix et la procédure électronique*, CUP, vol. 85, Bruxelles, Larcier, 2006, pp. 13 et s. ; J. HUBIN, « Les relations barreau-palais : la diffusion des données jurisprudentielles dans le cadre du programme "Phénix" d'informatisation de l'ordre judiciaire », in *Cabinets d'avocats et technologies de l'information – Balises et enjeux, op. cit.*, pp. 319 et s.

(12) Loi instituant le système d'information Phénix : *M.B.*, 1^{er} septembre 2005.

(13) Respectivement la loi relative à la procédure par voie électronique et la loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique (*M.B.*, 7 septembre 2006). Nous désignerons ces lois ci-après « les lois Phénix ».

(14) Voy. H. VAN BOSSUYT, « L'informatisation de la justice en Belgique : un cri d'alarme », *J.T.*, 2009, p. 678, qui dénonce le manque de volonté politique pour relancer le projet.

(15) Voy. S. WYNSDAU et F. JONGEN, « Les procédures électroniques : réalisations, échecs et perspectives », in *Pas de droit sans technologie*, CUP, vol. 158, Bruxelles, Larcier, 2015, pp. 92 et s. Voy. aussi, dans le même sens, S. BIELEN et W. MARNEFFE, « Digitalisering van de rechtspleging : de perceptie van Vlaamse advocaten », *R.W.*, 2015-2016, p. 1363.

l'absence de concertation entre les organes directeurs et les utilisateurs. À défaut d'analyse approfondie, il est difficile de se prononcer avec certitude mais il est très probable que les trois raisons évoquées ont effectivement dû jouer un rôle déterminant dans l'absence d'aboutissement de ce projet.

Si l'échec du projet Phénix constitua un important gâchis d'argent et d'énergie, il posa également des problèmes juridiques. En effet, les deux lois sur la procédure électronique étaient promulguées mais n'étaient pas encore en vigueur. Or, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé, en 2009, que le droit d'accès à un tribunal consacré par l'article 6 de la Convention des droits de l'homme pouvait être violé lorsqu'un justiciable se voyait concrètement empêché d'introduire une procédure judiciaire par voie électronique, alors que la législation de son État consacrait expressément cette possibilité⁽¹⁶⁾. Ces dispositions promulguées mais non en vigueur constituaient donc une bombe à retardement.

En définitive, mis à part quelques dispositions éparses (voy. *infra*, n° 4), les lois Phénix ont été abandonnées et finalement abrogées⁽¹⁷⁾. Ces lois sont donc les secondes lois mort-nées de la saga de la procédure électronique. Curieusement, la loi du 10 août 2005 créant le système Phénix et ses organes de gestion n'a jamais été abrogée, même s'il est évident qu'elle n'aura aucune application pratique (mis à part la base de données Juridat, qui devait rassembler l'essentiel de la jurisprudence produite dans le nouveau système, et qui existe toujours à l'heure actuelle⁽¹⁸⁾).

Même si l'essentiel des lois Phénix n'est jamais entré en vigueur, cette législation a véritablement ouvert la voie à la procédure électronique. Pour la première fois, un régime juridique complet de la procédure électronique en matière civile a été mis en place. Il régissait les différents aspects de la communication électronique avec les tribunaux et le sort du dossier électronique. Un certain nombre des solutions ou mécanismes mis en place ont été mis en vigueur, malgré l'échec du projet Phénix (la requête conjointe, la possibilité de déposer des actes en dehors des heures d'ouverture des greffes, la possibilité de régulariser l'absence de signature...). D'autres ont été adaptés et repris dans des lois ultérieures

(16) Cour Eur. D.H., 16 juin 2009, *Lawyer Partner S.A.S. c. Slovaquie*.

(17) L'abrogation finale des dispositions qui n'étaient pas encore en vigueur a été réalisée par les art. 130 et 131 de la loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice (M.B., 13 mai 2016) ainsi que l'art. 177 de la loi du 25 décembre 2016 modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice (M.B., 30 décembre 2016).

(18) S. DE SOMER et C. FORNOVILLE, « Rechtspraakpublicatie anno 2011 : historische beschouwingen, heden-daagse bedenkingen en toekomstperspectieven », *R.W.*, 2011-2012, p. 208.

(l'exemple le plus flagrant est la signification par voie électronique à une « adresse judiciaire électronique »).

4. La tentative de mise en vigueur de certaines dispositions des lois sur la procédure électronique – petite démonstration de ce qu'il ne faut pas faire. En 2012, le projet Phénix était définitivement abandonné et les perspectives d'informatisation de la justice restaient encore très vagues. L'entrée en vigueur des lois sur la procédure électronique de 2006 avait été reportée de deux ans en deux ans et tout le monde s'attendait à ce que le législateur finisse par les abroger définitivement. En effet, ces lois étaient taillées sur mesure pour un système informatique qui, quoi qu'il arrive, ne verrait jamais le jour tel qu'il avait été conçu. Si on pouvait espérer que les ministres de la Justice successifs rebondissent et proposent un nouveau projet de justice électronique, il serait différent du système envisagé en 2005. Et pourtant, de manière tout à fait inattendue, deux lois programmes du 31 décembre 2012 ont fait entrer en vigueur quelques dispositions des lois du 10 juillet et 5 août 2006 (19). Cette entrée en vigueur aurait pu passer plus ou moins inaperçue en cette période de fin d'année. Il n'en a toutefois pas été ainsi dans les tribunaux. En effet, il faut se rappeler que les lois sur la procédure électronique ont été pensées pour s'appliquer à un dossier totalement dématérialisé. Appliquer ces mécanismes dans un environnement traditionnel ne va pas de soi. Certaines tâches imposées par ces nouvelles dispositions, qui auraient été totalement automatisées dans le cadre du système Phénix, devaient être assurées « manuellement » par les greffes. Certaines dispositions posaient des problèmes délicats d'interprétation et d'organisation (20).

Le tollé était tel que, le 17 janvier 2013, le premier président de la Cour de cassation et le procureur général près la Cour de cassation adressèrent un courrier commun à la ministre de la Justice, faisant état de la décision de la Conférence permanente des chefs de corps de ne pas appliquer certaines dispositions de la nouvelle loi, tant que le dossier de la procédure

(19) L'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 2006 découle de l'art. 16 de la loi du 31 décembre 2012 portant des dispositions diverses, spécialement en matière de justice. L'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2006 découle de l'art. 35 de la loi du 31 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice. Ces deux lois portent donc quasiment le même nom et sont toutes deux parues au Moniteur du 31 décembre 2012.

(20) Pour ceux qui voudraient plus de détails, voy. D. MOUGENOT, « Quelques plumes de phénix... : réflexions sur l'entrée en vigueur de certaines dispositions des lois sur la procédure électronique », *J.T.*, 2013, pp. 489 et s. Il y est question, entre autres, de la disparition de la feuille d'audience, qui obligeait les greffiers à tenir de fastidieuses écritures dans les procès-verbaux d'audience, et du transfert de l'original du jugement dans le dossier de la procédure, entraînant des risques de perte et l'impossibilité de délivrer des expéditions du jugement en cas de transfert du dossier à une autre juridiction.

n'existerait pas sous forme électronique. Dans un courrier du 5 février 2013, la ministre confirma que les greffes pouvaient provisoirement continuer à appliquer les dispositions anciennes, sur les points évoqués dans le courrier précédent. Ainsi, l'exécutif et le judiciaire se sont entendus pour ne pas appliquer une loi votée par le Parlement et mise en vigueur. Ce fait divers est interpellant, même si la solution est conforme au bon sens et a pris les couleurs d'une interprétation des textes, davantage que d'un refus d'application pur et simple. Le problème a été définitivement réglé par une loi du 25 avril 2014⁽²¹⁾, qui a remis les choses dans leur état antérieur.

La morale de cette histoire est que, dans la mesure du possible, droit et technique doivent voyager de concert. Mettre en vigueur des lois prévues pour s'appliquer dans un environnement numérique, alors que la technique ne suit pas, crée des difficultés pratiques évidentes dans un environnement traditionnel. Mais l'inverse est vrai aussi. Lorsque des solutions techniques sont implémentées sans que la loi ne soit adaptée, des difficultés peuvent aussi naître. Nous le verrons lors de l'examen de la problématique de la signature électronique en matière judiciaire (voy. *infra*, n° 9).

III. LE PRÉSENT

5. La procédure électronique en pots-pourris. L'abandon du projet Phénix semble avoir plongé dans la torpeur le monde judiciaire et les ministres de la Justice successifs. Il a fallu du temps pour que de nouvelles initiatives apparaissent. Plus modestes mais aussi moins coûteuses et plus aisément réalisables, elles se sont concentrées essentiellement sur la communication électronique.

L'actuel gouvernement a fait de l'informatisation de la justice un élément essentiel de la modernisation de la justice⁽²²⁾. Il annonçait plusieurs mesures consistant notamment dans la mise en place d'« une plateforme électronique où tous les dossiers seront disponibles, un système de fixation en ligne des audiences, la notification électronique, un guichet

(21) Loi portant des dispositions diverses en matière de justice : *M.B.*, 14 mai 2014.

(22) L'accord du gouvernement retient que l'informatisation de la justice demeure une nécessité absolue, le gouvernement se donnant pour objectif d'informatiser totalement le fonctionnement de celle-ci, en vue de réduire la charge administrative dans l'ordre judiciaire. Accord de Gouvernement, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2014-2015, n° 54-0020/001, pp. 124-125.

unique électronique » (23). Le ministre de la Justice insistait également sur l'importance d'une justice moderne, fonctionnant grâce à une informatique performante (24).

Les mécanismes nouveaux ont essentiellement été consacrés dans différentes lois « pot-pourri » :

- la loi du 19 octobre 2015 (25) (pot-pourri I – introduction de la communication par voie électronique) ;
- la loi du 4 mai 2016 (26) (pot-pourri III – signification électronique) ;
- la loi du 25 décembre 2016 (27) (pot-pourri IV – adaptations diverses des lois précédentes) ;
- la loi du 6 juillet 2017 (28) (pot-pourri V – nouvelles adaptations de la communication par voie électronique) ;
- la loi du 18 juin 2018 (29) (pot-pourri VI – dispense d'utilisation de la signature lors des dépôts électroniques de conclusions).

En outre, un effort d'uniformisation des logiciels utilisés par les juridictions pour gérer leurs dossiers a aussi été entrepris. Initialement, l'ordre judiciaire utilisait quatorze applications différentes, totalement incompatibles entre elles. Actuellement, l'implémentation d'une application unique dans les juridictions et parquets progresse lentement (30).

Les restrictions budgétaires que connaît la justice handicapent toutefois ce développement. Le 22 juin 2016, le ministre de la Justice conclut un « protocole de coopération entre le Service public fédéral Justice et les

(23) *Ibid.*, pp. 110-111.

(24) Exposé d'orientation politique – Justice, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2014-2015, n° 54-0020/018, p. 3. Dans son plan *Justice*, le Ministre Geens indiquait que la modernisation de la procédure civile ne pourrait être dissociée du processus d'informatisation, l'objectif étant de faire entrer la justice dans le XXI^e siècle. Ainsi, il formula l'ambition de réformer ladite procédure « à la lumière d'un environnement informatique moderne qui accorde une place centrale à la communication électronique » (*Plan Justice. Une plus grande efficacité pour une meilleure justice*, s. d., p. 27, point 53, disponible à l'adresse www.koengeens.be). Voy. également la section IV.1.3, « Informatisation », pp. 86 et s. où il est indiqué que « l'informatisation est considérée comme un levier important pour mettre en place une organisation efficiente ».

(25) *M.B.*, 22 octobre 2015.

(26) *M.B.*, 13 mai 2016.

(27) *M.B.*, 30 décembre 2016.

(28) *M.B.*, 24 juillet 2017.

(29) *M.B.*, 2 juin 2018.

(30) Le logiciel MaCh est introduit dans de nombreuses juridictions et parquets. Il constitue toutefois une actualisation d'une architecture obsolète et fait l'objet de critiques quant à son coût et son évolutivité (S. WYNSDAU et F. JONGEN, « Les procédures électroniques : réalisations, échecs et perspectives », *op. cit.*, pp. 91 et s.). Les français ne sont pas mieux lotis : le logiciel WinCiCa, utilisé devant les cours d'appel, date du début des années 2000 (J. FRÉVILLE, « Les modalités d'appel et la communication électronique : le point de vue du greffe », in *Les principes essentiels du procès à l'épreuve des réformes récentes du droit judiciaire privé*, Paris, IRJS, 2014, p. 111).

professions juridiques en matière d'informatisation » (31). Le ministre de la Justice, le SPF Justice, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (avocats.be), l'Orde van Vlaamse Balies (OVb), la Chambre nationale des notaires, la Fédération royale du notariat belge, la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique et le Centre d'expertise juridique social pour les huissiers de justice (SAM-TES) ont signé ce protocole. Le but de cette collaboration était de développer de manière coordonnée des plateformes informatiques en matière judiciaire. Plusieurs des systèmes décrits dans le présent article sont visés : e-Box, e-Deposit, le registre central de la solvabilité, le registre central des actes authentiques dématérialisés et le registre central des règlements collectifs de dettes. Sont aussi visés des systèmes existants mais non décrits dans le présent article (le registre central pour le recouvrement de dettes d'argent non contestées (32)) ou encore à développer (le registre central successoral, la plate-forme pour les dossiers et la procédure numériques de demandes de *pro deo*, la plate-forme pour le paiement électronique à la justice pour les professions juridiques).

Non seulement, le ministre de la Justice souhaitait s'appuyer sur les ordres professionnels pour développer de nouvelles applications en matière de justice mais en outre, ces partenaires étaient impliqués dans le financement de ces projets. Cela ne va pas sans poser des questions de principe sur l'indépendance de la justice et l'exercice par l'État de ses fonctions régaliennes. Comme le relève J.-B. Hubin, « déléguer à des ordres professionnels affranchis de tout contrôle public la gestion de ces services, dès lors qu'ils prennent une forme dématérialisée, marque un inquiétant retrait de l'investissement des pouvoirs publics dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire, susceptible de fragiliser les garanties données aux justiciables » (33). La même critique a été émise par Ch. Bedoret à l'égard du registre central des règlements collectifs de dette : « (l')idée consistant à faire supporter, dans un premier temps, les frais de mise en place et de gestion du registre central par le gestionnaire est cependant étonnante, dès lors qu'il s'agit d'une plate-forme informatisée d'une procédure judiciaire, ce qui relève de la responsabilité des pouvoirs publics » (34).

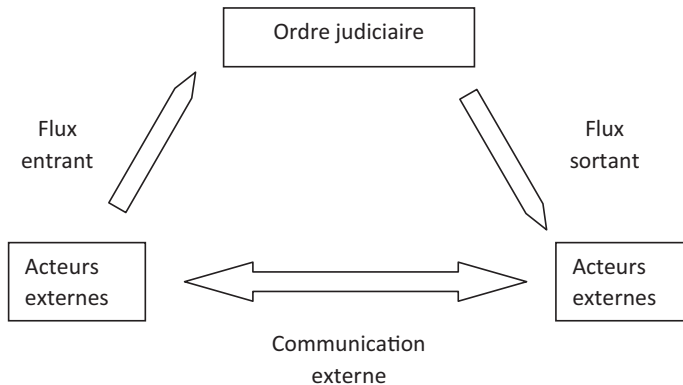
(31) Disponible à l'adresse : https://justice.belgium.be/sites/default/files/protocole_daccord_0.pdf.

(32) Voy. sur ce point D. MOUGENOT, « Le recouvrement de dettes d'argent non contestées », in *Pot-pourri 1 et autres actualités de droit judiciaire*, CUP, vol. 164, Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 265 et s.

(33) J.-B. HUBIN, « La dématérialisation de la procédure judiciaire civile. Intégrer des garanties pour ne pas décevoir les attentes », *R.D.J.P.*, 2017, pp. 51 et s., n° 22.

(34) Ch. BEDORET, « Le RCD et... le "Pot-pourri IV" (2^e partie) », *B.S.J.*, 2016, n° 572, p. 3.

6. La communication électronique en général. Les avancées principales en matière de procédure électronique concernent la communication électronique. Pour bien comprendre le problème, il faut d'abord visualiser clairement les flux d'information qui constituent la communication entre tous les acteurs d'une procédure judiciaire.



Dans ce schéma, les éléments sont définis comme suit :

- l'Ordre judiciaire désigne les cours et tribunaux et les services qui en dépendent (greffes, secrétariats) et, éventuellement, certains membres pris individuellement (magistrats, greffiers...) ;
- les acteurs externes désignent tous ceux qui communiquent habituellement ou occasionnellement avec l'Ordre judiciaire ou entre eux, dans le cadre d'une procédure (avocats, huissiers, notaires, experts...) et les justiciables eux-mêmes ;
- le flux entrant désigne toute information qui est adressée à l'Ordre judiciaire : il s'agit d'actes de procédure (citations mises au rôle par les huissiers, conclusions ou requêtes déposées par les avocats ou les justiciables, rapports d'expertise, actes accomplis par les notaires dans les procédures où ils interviennent...) et de simples communications (courrier adressé à un magistrat ou un greffier au sujet d'une procédure...) ;
- le flux sortant désigne toute information adressée par les tribunaux aux justiciables ou aux auxiliaires de justice (notifications par pli judiciaire, envois par courrier simple)...
- la communication externe désigne les communications entre avocats, huissiers, justiciables... ; cela vise notamment les significations faites par huissier au justiciable.

Le projet Phénix entendait régir tous les aspects de la communication judiciaire. Les lois sur la procédure électronique de 2006 réglementaient le dépôt d'actes de procédure (flux entrant), les notifications (flux sortant) et la signification (flux externe).

Les lois pot-pourri ont le même objectif mais la réalisation s'est avérée moins systématique, de telle sorte que des pans entiers de la communication judiciaire restent encore en chantier.

Pour synthétiser, on peut dire que :

- une partie de la communication entrante est actuellement organisée par voie électronique et est effectivement utilisée devant certaines juridictions (e-Deposit et DPA-deposit) ;
- une très faible part de la communication sortante est organisée (e-Box) ;
- la signification électronique est organisée et devrait prochainement entrer en phase de test.

7. La communication électronique dans les lois pot-pourri. Le siège de la matière figure à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, introduit par la loi pot-pourri I et modifié par la loi pot-pourri IV. Il s'agit d'une disposition générale qui indique que toute communication entrante, sortante ou externe peut se réaliser par les systèmes déterminés par arrêté royal. Les émetteurs ou destinataires au sein de l'Ordre judiciaire sont énumérés de manière large, puisqu'il s'agit « des cours ou tribunaux, du ministère public, des services qui dépendent du pouvoir judiciaire en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet ». La loi pot-pourri IV y a ajouté la référence à « d'autres services publics », en vue d'y adjoindre des services publics ne dépendant pas du pouvoir judiciaire, tels que des Maisons de justice, qui dépendent des communautés, des administrations communales, des services de police ou encore des administrations des finances⁽³⁵⁾. En revanche, les émetteurs et destinataires externes aux pouvoirs publics sont limités aux avocats, notaires et huissiers. Dans un premier temps en tout cas, seules ces professions pourront faire usage des systèmes de communication électronique, ce qui exclut les experts, les interprètes⁽³⁶⁾, voire les justiciables eux-mêmes. L'extension à d'autres

(35) Projet de loi modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice, amendements, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2016-2017, n° 54-1986/003, p. 64.

(36) En revanche, les experts judiciaires et les interprètes peuvent s'identifier sur les registres nationaux qui les concernent (registre national des experts judiciaires et registre national des traducteurs, interprètes et

institutions et services pourra être réalisée par simple arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, selon l'article 32^{ter} *in fine*.

Selon l'article 1^{er} de l'arrêté royal d'exécution du 16 juin 2016(37), les systèmes désignés par le Roi sont e-Deposit et e-Box. E-Deposit doit servir à la remise de conclusions, mémoires et pièces en matière civile et pénale. E-Box doit servir à toutes notifications, ou communications ou dépôts, autres que ceux qui sont attribués à e-Deposit (soit toutes autres communications que celles qui concernent la remise au greffe de conclusions, mémoires et pièces). Les dépôts au greffe de toute autre acte de procédure (requêtes conjointes, requêtes en intervention volontaire, acte de reprise d'instance...) devraient donc être effectués via e-Box. L'utilisation de deux mécanismes différents pour les dépôts ne rend pas le système très lisible.

À bref délai, un arrêté royal devrait remplacer e-Deposit par DPA-Deposit, pour les avocats uniquement. Les notaires et huissiers devraient donc pouvoir continuer à utiliser e-Deposit. DPA (qui est l'acronyme de *Digital Platform for Attorneys*) est une plate-forme électronique accessible aux avocats, qui permet le dépôt (payant) de conclusions. Ultérieurement, elle offrira une palette de services, dont des services de paiement, qui permettront de remplacer les bons de greffe. Les avocats doivent utiliser une carte professionnelle électronique pour pouvoir y accéder. Le système DPA-Deposit est plus sécurisé que e-Deposit et devrait notamment limiter les erreurs d'identification du dossier dans lequel des conclusions ou des pièces sont déposées(38).

La modification de l'article 52 du Code judiciaire permet en outre de déposer des conclusions par voie électronique même en dehors des heures d'ouverture des greffes.

Selon l'arrêté ministériel du 20 juin 2016(39), l'e-Box n'est, pour l'instant, utilisée que pour la communication entre les justices de paix et le Moniteur. Ce développement, encore très symbolique, ne permet pas beaucoup de commentaires.

traducteurs-interprètes jurés) et y déposer les pièces justificatives adéquates en utilisant e-Deposit. Mais des experts ne pourraient pas, par exemple, déposer un rapport d'expertise par e-Deposit dans une procédure civile ou pénale.

(37) Arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'art. 32^{ter}, C. jud. : *M.B.*, 22 juin 2016.

(38) <http://www.dp-a.be/fr/nouvelle-version-dpa-deposit-pour-lete/>.

(39) Arrêté ministériel du 20 juin 2016 déterminant la mise en fonction du réseau e-Box et du système e-Deposit, comme visée dans l'art. 10 de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'art. 32^{ter}, C. jud. (*M.B.*, 22 juin 2016).

Quant au déploiement de e-Deposit, il concerne, selon le site du SPF Justice (40) (à l'heure de la rédaction de ces lignes), les cours d'appel et du travail, les tribunaux de l'entreprise, les justices de paix et tribunaux de police (civils) ainsi que quelques tribunaux de première instance. L'utilisation de e-Deposit pose deux problèmes : que faire auprès des juridictions qui n'en sont pas encore équipées et les conclusions déposées via ce système peuvent-elles être considérées comme signées ?

8. La remise de conclusions auprès de greffes non accessibles via e-Deposit. La question concerne certains tribunaux de première instance (civils), les tribunaux du travail et les tribunaux correctionnels. Le problème provient de la rédaction actuelle de l'article 742 du Code judiciaire, modifié par la loi pot-pourri V et dont le second alinéa dispose désormais que « (l)a remise peut se faire soit par le dépôt au greffe ou à l'audience, soit par l'envoi par courrier postal ou par le système informatique désigné à cet effet ». Mis à part les formes classiques de remise des conclusions (dépôt, envoi postal), le seul procédé électronique autorisé par ce texte est le « système informatique désigné à cet effet » (comprendre : désigné par l'article 32^{ter}). Une lecture stricte de l'article 742 interdirait donc tous les procédés qui n'y sont pas mentionnés, soit le téléfax (encore d'usage très courant) ou le courrier électronique (utilisé dans certains arrondissements en application d'un protocole d'accord conclu entre tribunaux et barreaux). Le problème se pose de manière particulièrement cruciale pour le téléfax, qui est utilisé par les avocats depuis de nombreuses années pour correspondre avec les tribunaux. Sur le site de la DPA, il est par ailleurs indiqué que, même à l'égard des juridictions qui ne sont pas équipées pour recevoir des dépôts par e-Deposit, il est possible de procéder en utilisant l'application DPA-Deposit. Le dépôt électronique est alors converti, selon les souhaits de l'utilisateur, en envoi recommandé ou en télécopie et acheminés vers les greffes par un intermédiaire (41). L'usage du téléfax est ainsi institutionnalisé, pour correspondre avec les juridictions qui n'utilisent pas e-Deposit.

Dans deux décisions, la Cour de cassation a admis l'usage du téléfax pour le dépôt de conclusions (42) mais ces arrêts se fondaient sur une rédaction du Code judiciaire antérieure à pot-pourri V. On ne peut donc rien en déduire quant à l'interprétation à réserver à l'actuel article 742.

(40) https://justice.belgium.be/fr/services_en_ligne/e-deposit.

(41) <http://www.dp-a.be/fr/nouvelle-version-dpa-deposit-pour-lete/>.

(42) Cass., 12 février 2016, RG C.14.0414.F, J.T., 2016, p. 166 et Cass., 12 février 2016, R.G. C.15.0301.F, J.T., 2016, p. 167 ; J.L.M.B., 2016, p. 1558 ; R.W., 2017-2018, somm., p. 1177, note.

Il n'est pas certain du tout que l'interdiction d'utiliser le téléfax dans les juridictions non équipées pour fonctionner avec e-Deposit était véritablement voulue par le législateur. Son intention, exprimée dans les travaux préparatoires de la loi pot-pourri V, était uniquement d'uniformiser la terminologie utilisée dans toutes les dispositions du Code judiciaire évoquant la formalité de la remise des conclusions au greffe afin que ne persiste aucune éventuelle controverse (43). En toute logique, il serait donc justifié de faire preuve de tolérance pour les remises de conclusions par téléfax tant que le système e-Deposit n'est pas déployé dans toutes les juridictions (44). Il n'en reste pas moins qu'une certaine prudence s'impose, d'autant que, comme nous allons le voir au numéro suivant, la Cour de cassation n'a pas fait montre d'une grande souplesse en la matière.

Par ailleurs, même si le dépôt de conclusions par téléfax est admis, il est douteux que ce mode de communication permette aussi de déposer des conclusions en dehors des heures d'ouverture des greffes (45).

9. L'absence de signature des conclusions remises par e-Deposit.

Nous avons évoqué plus haut (voy. *supra*, n° 4) le problème engendré par l'entrée en vigueur prématurée de certaines dispositions relatives à la procédure électronique. Le problème s'est posé en sens inverse pour les signatures électroniques, à savoir que des mécanismes électroniques de communication ont été mis en place, sans que le statut des signatures utilisées à cette occasion ne soit précisé dans la loi. Cette fois, la technique a précédé la loi.

La signature électronique est actuellement régie par le règlement UE n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (46), plus communément dénommé « règlement eIDAS ».

(43) Projet de loi portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2016-2017, n° 54-2259/001, p. 114.

(44) En revanche, on pourrait se montrer plus strict en ce qui concerne les dépôts devant les juridictions équipées d'e-Deposit.

(45) D. MOUGENOT et J. VANDERSCHUREN, « Procédure civile : 2017, année électronique ? », *J.T.*, 2017, p. 415, n° 11.

(46) *J.O.U.E.*, 28 août 2014, L 257, pp. 73-114. Sur le règlement, en général, voy. not. H. JACQUEMIN, « Les services de confiance depuis le règlement eIDAS et la loi du 21 juillet 2016 », *J.T.*, 2017, pp. 197 et s. ; D. GOBERT, « Objectifs, champ d'application et principes généraux : trame de lecture du Règlement », in *L'identification électronique et les services de confiance depuis le règlement eIDAS*, Cahiers du CRIDS, vol. 39, Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 53 et s. ; D. GOBERT, « L'identification électronique et les services de confiance dans le règlement eIDAS », *J.D.E.*, 2016, pp. 250 et s. ; H. GRAUX, « De eIDAS-Verordening en de begeleidende Belgische wetgeving :

Comme l'indique son intitulé, ce règlement a abrogé la directive du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques, à l'origine de la législation relative à la signature électronique en droit belge. La signature électronique est définie à l'article 3.10 du règlement eIDAS comme : « [d]es données sous forme électronique, qui sont jointes ou associées logiquement à d'autres données sous forme électronique et que le signataire utilise pour signer ». Par ailleurs, le règlement eIDAS établit plusieurs niveaux de sécurité de signature, auxquels il attache des effets différents : signature électronique ordinaire, signature électronique avancée et signature électronique qualifiée. La signature « qualifiée » est celle qui répond aux plus hauts standards de sécurité. Les cartes d'identité électroniques belges permettent de créer ce type de signature lorsqu'elles sont utilisées avec l'application adéquate⁽⁴⁷⁾. Elles contiennent en effet un certificat électronique correspondant à la définition du certificat qualifié reprise dans le règlement⁽⁴⁸⁾. L'article 25.2 du règlement dispose que : « [l']effet juridique d'une signature électronique qualifiée est équivalent à celui d'une signature manuscrite »⁽⁴⁹⁾. Donc, pour peu qu'elle respecte les impératifs techniques exigés par le règlement⁽⁵⁰⁾, la signature électronique qualifiée est présumée équivalente à la signature manuscrite. Dans cette hypothèse, le juge ne doit même plus se demander s'il a affaire à une véritable signature : cette condition est réputée remplie.

Dans le cadre du projet Phénix, l'article 7 de la loi du 10 juillet 2006 disposait que la signature exigée pour la validité d'une pièce de procédure sous format électronique devait nécessairement être une signature qualifiée. Cet article a toutefois été abrogé par la loi du 4 mai 2016, de sorte qu'il n'existe plus aucune réglementation spécifique de la signature

nieuwe marsorders voor elektronische handtekeningen en andere vertrouwensdiensten », *C.J.*, 2016, pp. 53 et s. ; D. GOBERT, « Le règlement européen sur l'identification électronique et les services de confiance (eIDAS) : un grand pas en avant vers l'harmonisation, la sécurisation et la facilitation des échanges électroniques », in *Let's go digital – Le juriste face au numérique / De digitale uitdaging van de jurist*, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 11 et s. et encore D. GOBERT, « Le règlement européen du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance (eIDAS) : évolution ou révolution ? », *R.D.T.I.*, 2014, pp. 27 et s.

(47) M. DEMOULIN, *Droit du commerce électronique et équivalents fonctionnels*, Bruxelles, Larcier, 2014, p. 277.

(48) L'art. 3.15. du règlement eIDAS définit le certificat qualifié de signature électronique comme étant un certificat de signature électronique, qui est délivré par un prestataire de services de confiance qualifié et qui satisfait aux exigences fixées à l'annexe I dudit règlement.

(49) Ces règles figuraient déjà, de manière similaire, dans la directive de 1999 et ont été transposées à l'art. 4 de la loi du 9 juillet 2001. Elles ne sont donc pas neuves dans notre arsenal législatif.

(50) L'art. 3.12. du règlement définit la signature électronique qualifiée comme étant « une signature électronique avancée qui est créée à l'aide d'un dispositif de création de signature électronique qualifié, et qui repose sur un certificat qualifié de signature électronique ».

électronique en matière judiciaire dans l'état actuel de la législation. Cela signifie concrètement que n'importe quelle forme de signature électronique, même la plus basique, peut être utilisée pour communiquer avec les juridictions. Ce peut être le cas, par exemple, d'un fichier PDF comportant une signature manuscrite scannée(51). Un tel procédé correspond à la définition de la signature électronique donnée par le règlement eIDAS, puisque l'image scannée de la signature constitue un ensemble de données électroniques qui sont liées logiquement au fichier texte reprenant l'acte lui-même.

Dans l'état actuel de la technologie utilisée, les messages introduits dans le réseau e-Box ou les documents déposés dans le système e-Deposit ne reçoivent pas de signature par le seul fait de l'utilisation de ces systèmes. Si l'expéditeur ou le déposant doit effectivement s'identifier avec sa carte d'identité électronique pour accéder au système, celui-ci ne crée pas de signature qualifiée, à défaut d'utilisation du certificat de signature contenu dans la carte d'identité(52). Le même problème se pose avec le nouveau système DPA-Deposit. Si les cartes professionnelles d'avocat contiennent un certificat de signature, comme les cartes d'identité électronique, il n'est pas utilisé lors de l'identification de la personne qui dépose un acte dans DPA-Deposit.

Par un arrêt du 14 novembre 2017(53), la Cour de cassation a dès lors refusé de considérer que des conclusions remises au greffe via e-Deposit étaient signées et a donc validé la décision du juge du fond qui n'a pas répondu aux moyens développés dans ces conclusions. La Cour a relevé que, pour constituer des conclusions, un acte de procédure reprenant l'argumentation d'une partie doit être signé par celle-ci, par son avocat ou que, à tout le moins, le juge doit, sur la base d'autres éléments, constater que les conclusions émanent de cette partie. Aucun de ces éléments n'était rencontré, selon la Cour de cassation, dans le dossier qui lui a été soumis.

La Cour de cassation a épinglé un vrai problème mais y a répondu, à mes yeux, de manière exagérément restrictive. Comme on vient de le

(51) J.-B. HUBIN, « L'utilisation des services de confiance dans la procédure judiciaire civile. Quelques réflexions au sujet des projets e-Deposit et e-Box », in *L'identification électronique et les services de confiance depuis le règlement eIDAS*, *op. cit.*, pp. 381 et s.

(52) D. MOUGENOT et J. VANDERSCHUREN, « Procédure civile : 2017, année électronique ? », *op. cit.*, p. 423, n° 23. Voy. également J.-B. HUBIN, « L'utilisation des services de confiance dans la procédure judiciaire civile. Quelques réflexions au sujet des projets e-Deposit et e-Box », *op. cit.*, pp. 381 et s. ou encore K. DE BACKER, *De elektronische procesvoering in burgerlijke zaken*, C.A.B.G., Bruxelles, Larcier, 2017, p. 43.

(53) Cass., 14 novembre 2017, R.G. P. 17.0075.N, *J.T.*, 2018, p. 504, note D. MOUGENOT.

voir, le système de dépôt via e-Deposit ne crée pas de signature qualifiée. Mais cela ne signifie pas que l'acte déposé n'est pas signé. Tout d'abord, comme dit ci-dessus, la loi n'impose pas (encore)⁽⁵⁴⁾ la signature qualifiée. Par ailleurs, l'article 25.1 du règlement eIDAS exclut que le juge puisse rejeter une signature au seul motif qu'elle n'est pas qualifiée. Donc l'absence de signature qualifiée n'est pas une raison suffisante pour conclure à l'absence de signature d'un acte de procédure. Par ailleurs, la Cour de cassation a déclaré se contenter d'un simple constat du juge du fond de ce que les conclusions émanent bien de la partie qui les a déposées. À ce sujet, compte tenu des exigences liées à l'authentification du déposant et au processus de dépôt des conclusions dans le système e-Deposit, il me semble difficile de soutenir qu'il n'existe aucune garantie quant à l'origine du document et quant à la volonté de l'avocat de considérer le document déposé comme des conclusions⁽⁵⁵⁾. De ce fait, la Cour aurait dû conclure que la pièce déposée, même non porteuse d'une signature manuscrite ou d'une signature électronique qualifiée, constituait bien des conclusions.

Même si la Cour de cassation a sans doute fait preuve d'une grande sévérité dans l'appréciation de cette question, il n'en reste pas moins que le problème provient à nouveau d'un manque de coordination entre le droit et la pratique. Ce n'est pas tellement l'absence de réglementation du système e-Deposit qui est en jeu, puisque celui-ci dispose d'une base légale (l'article 32*ter*), mais plutôt l'absence de détermination du statut des signatures en matière judiciaire. Le ministre de la Justice a manifestement été pris par surprise par cet arrêt, puisque, à l'occasion d'une question parlementaire posée en 2017, il avait répondu qu'il n'était pas nécessaire de signer les conclusions remises au greffe via e-Deposit⁽⁵⁶⁾.

(54) Vu le développement de la signature qualifiée et les garanties qu'elle procure, il est probable que, tôt ou tard, le législateur l'imposera en matière judiciaire. Cela été le cas pour les signatures utilisés dans REGSOL (sur ce système, voy. *infra*, n° 12) qui étaient des signatures électroniques ordinaires lors de la mise en route du registre en 2017 et qui sont devenues des signatures qualifiées en 2018 (voy. la définition de la signature figurant à l'art. 1.22, 27°, du Code de droit économique introduit par la loi du 11 août 2017 portant insertion du Livre XX, « Insolvabilité des entreprises », dans le Code de droit économique, *M.B.*, 11 septembre 2017).

(55) Pour plus de détails, voy. D. MOUGENOT et J. VANDERSCHUREN, « Pots-pourris électroniques : quelques évolutions récentes en matière de procédure électronique », in *Actualités en droit judiciaire : un peu de tout après six pots-pourris*, CUP, vol. 183, Limal, Anthemis, 2018, pp. 146 et s.

(56) Voy. la réponse du ministre de la Justice du 6 avril 2017 à la question n° 1783 de la députée C. Van Cauter du 13 mars 2017 (www.lachambre.be/QRVA/pdf/54/54K0113.pdf, pp. 195-197). Le ministre précise que « [l]e contexte juridique est clair : le nouvel article 32*ter* du Code judiciaire est entré en vigueur pour les cours d'appel, les cours du travail et les tribunaux de commerce depuis la publication, le 22 juin 2016, de l'arrêté d'exécution du 16 juin 2016 et de l'arrêté ministériel du 20 juin 2016. Cela signifie que le dépôt électronique de conclusions auprès de ces instances est juridiquement valable et qu'il ne peut être demandé aucun dépôt écrit supplémentaire ou signature ».

Pour régler le problème, le législateur est intervenu, par l'intermédiaire d'un article ajouté à la loi pot-pourri VI. Celle-ci a modifié l'article 743 du Code judiciaire, qui prévoit désormais expressément que l'exigence de signature ne concerne que les conclusions déposées autrement que par le système e-Deposit. Le problème est donc résolu pour ce mécanisme mais reste entier pour les signatures électroniques en général.

10. La signification par voie électronique. Une forme tout à fait particulière de cette communication est la signification par voie électronique. Elle se déroule entièrement en dehors des cours et tribunaux, puisque la signification s'opère d'un justiciable à l'autre, par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

La signification électronique est la quadrature du cercle. La force de la signification traditionnelle réside dans la démarche physique de l'huissier, qui se rend chez le destinataire et peut attester les différents paramètres de la communication (date, personne rencontrée...) grâce à la force probante authentique qui s'attache aux actes qu'il accomplit en qualité d'officier ministériel⁽⁵⁷⁾. Dans une signification électronique, l'huissier peut tout au plus attester ce qu'il voit à l'écran⁽⁵⁸⁾. La transmission de l'acte signifié et sa réception par le destinataire lui échappent et dépendent du système de communication lui-même. C'est donc le système qui garantit en fait quand et à qui l'acte a été remis.

La signification électronique était déjà réglementée dans le système Phénix. Compte tenu du défi à la fois juridique et technologique que représentait sa mise en œuvre, la loi du 5 août 2006 insérait un seul article dans le Code judiciaire, donnant une existence légale au mécanisme, sans s'aventurer plus loin. Cette disposition, jamais entrée en vigueur, a été abrogée. Le texte légal actuel, introduit par la loi pot-pourri III⁽⁵⁹⁾, est toutefois à peine plus explicite. Le siège de la matière figure aux articles 32^{quater}/1 à 3, du Code judiciaire.

Le gros problème de la signification par voie électronique est la détermination de l'adresse à laquelle le message va être envoyé. Les faiblesses des adresses électroniques sont multiples : elles ne sont systématiquement reprises dans aucun annuaire, elles peuvent être créées et abandonnées

(57) Voyez l'art. 1319, Code civil.

(58) G. DE LEVAL, H.-P. GODIN et D. MOUGENOT, « Le Code judiciaire à l'épreuve du cyberspace : la nécessaire réforme », in *Multimédia : le cyberavocat*, CUP, vol. 29, Liège, Éd. CUP, 1999, pp. 391 et s.

(59) Il s'agit, pour rappel, de la loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice.

au gré de l'utilisateur. Il est fréquent qu'une personne dispose de plusieurs adresses électroniques, dont certaines ne sont que rarement utilisées. Certaines adresses peuvent être partagées entre plusieurs personnes. Aussi, il serait peu judicieux de procéder à un acte aussi important qu'une signification à une adresse inutilisée ou facilement accessible par un tiers. De ceci découle l'idée de réserver une adresse spécifique, dont les caractéristiques sont contrôlées avant usage, qui ne servirait qu'aux significations. Cette affectation spécifique la préserve des modifications que peut connaître une adresse physique à chaque déménagement⁽⁶⁰⁾. La loi a donc créé l'« adresse judiciaire électronique », dédiée exclusivement à la communication électronique judiciaire, qui sera attribuée à toute personne physique ou morale belge (article 32, 5° et 32^{quater}/1). Les significations pourront être réalisées à cette adresse sans que le consentement du destinataire ne soit requis.

Dès lors qu'il s'écoulera du temps avant que les adresses judiciaires électroniques ne soient mises en place et fréquemment utilisées (pour autant bien évidemment que les justiciables prennent le pli de les utiliser réellement), le législateur a prévu un régime alternatif, applicable à toute personne qui ne dispose pas (encore) d'une adresse judiciaire électronique. Il s'agit de l'« adresse d'élection de domicile électronique », définie à l'article 32, 6°, du Code judiciaire comme étant « toute autre adresse électronique à laquelle une signification peut être effectuée conformément à l'article 32^{quater}/1 suite au consentement exprès et préalable du destinataire pour chaque signification en question ».

Il ne s'agit plus cette fois d'une adresse spécifiquement dédiée aux communications judiciaires mais d'une adresse électronique ordinaire, dont le destinataire accepte l'utilisation pour qu'y soient exécutées des significations. Comme il ne s'agit plus d'une adresse conçue et sécurisée pour ce type de communication, le risque d'utilisation de systèmes de messagerie électronique inadéquats réapparaît. Dès lors, cette fois, le consentement du destinataire est exigé. En fait, la signification n'est pas réellement exécutée à cette adresse. Les travaux préparatoires de la loi pot-pourri III indiquent que le seul message qui est adressé au destinataire sur son adresse propre est une demande de consentement à participer à

(60) I. VEROUGSTRAETE, « Présentation générale du système Phénix, entre projet et réalité », in *Phénix – les tribunaux à l'ère électronique*, Cahiers du CRID, n° 29, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 17 et s., n° 26. Ce concept est inspiré des lois Phénix sur la procédure électronique.

une signification électronique(61). S'il accepte cette signification, le destinataire peut alors se connecter, après identification avec sa carte d'identité électronique, à une plate-forme sécurisée, sur laquelle il pourra prendre connaissance de l'acte signifié. En cas de refus ou de silence pendant plus de 24 heures à compter de la demande de consentement, l'huissier doit alors recourir à la signification traditionnelle.

Le système mis en place peut paraître effrayant, si on imagine d'emblée une signification à un simple particulier. On songe immédiatement aux risques que ce mécanisme entraîne, au cas où le signifié n'aurait pas pleinement pris connaissance de l'acte. La signification emporte généralement des effets qui peuvent être redoutables, comme un défaut à l'audience d'introduction(62) ou encore l'écoulement d'un délai de recours.

Lors des travaux préparatoires, l'accent a également été mis sur la fracture numérique et les difficultés qu'une signification électronique peut créer à l'égard de certains justiciables. Il est clair qu'une personne peu familiarisée avec l'informatique ou ne disposant pas d'un ordinateur ne sera pas en mesure d'accomplir les démarches nécessaires pour faire connaître son consentement et prendre connaissance du document signifié. Le risque est encore plus élevé avec une adresse judiciaire électronique assignée à tous les justiciables. Leur consentement à l'utilisation de cette adresse n'est même plus requis. Le ministre a dès lors laissé entendre que, pour ce motif, aucune généralisation de la signification électronique n'est envisagée pour l'instant(63). Dans un arrêt rendu dans le cadre d'un recours en annulation contre la loi instituant la signification par voie électronique(64), la Cour constitutionnelle a répondu que « le législateur était conscient du fait que tous les citoyens ne disposeraient pas de l'infrastructure requise et des aptitudes et connaissances nécessaires pour pouvoir consulter une adresse judiciaire électronique, de sorte que l'autorité compétente ne procédera à l'attribution effective d'une adresse judiciaire

(61) Projet de loi relatif à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice, exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2015-2016, n° 54 1590/001, p. 26. La connexion à une plateforme électronique pour prendre connaissance de l'acte est également prévue en cas de signification à l'adresse judiciaire électronique, à la différence toutefois que le consentement du destinataire n'est plus requis.

(62) Surtout que l'art. 1047, C. jud., modifié par la loi pot-pourri V diminue drastiquement les cas dans lesquels l'opposition peut être formée. Toutefois, l'al. 2 inséré dans l'art. 803 par la loi pot-pourri V autorise le juge à faire signifier à nouveau l'acte au défendeur s'il a un doute quant à son information effective. Ce doute pourrait devenir systémique en cas de signification par voie électronique à un particulier défaillant !

(63) Projet de loi relatif à l'internement et à diverses dispositions en matière de justice, rapport de la première lecture fait au nom de la commission de la Justice, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2015-2016, n° 54-1590/006, p. 49.

(64) Arrêt n° 108/2017 du 5 octobre 2017.

électronique à chaque citoyen que lorsque cette infrastructure sera disponible et que ces aptitudes et connaissances auront été acquises de façon suffisante et pour tous les groupes de population » (65). La réponse de la Cour ne satisfait qu'à moitié parce qu'elle met en relief les dangers inhérents à l'utilisation de l'adresse judiciaire électronique, qui ne requiert pas le consentement du destinataire. La Cour constitutionnelle suppose que le législateur ne la mettra en œuvre que lorsque toutes les couches de la population auront accès à l'informatique et disposeront des aptitudes nécessaires. On peut très sérieusement douter que cette situation existera un jour. En résumé, le mécanisme transitoire, qui utilise l'adresse d'élection de domicile électronique, est assez sûr, parce qu'il exige le consentement et la participation active du destinataire. Ceci constitue la meilleure des garanties contre un défaut d'information du destinataire. En revanche, le futur mécanisme de signification électronique à l'adresse judiciaire électronique apparaît plutôt dangereux, s'il est utilisé de manière systématique à l'égard de destinataires non consentants.

Il est clair que, dans un premier temps, ce mécanisme sera testé avec des utilisateurs adhérant au mécanisme. C'est ainsi qu'il est envisagé de réaliser les premières significations électroniques à des notaires (66). Les banques ont également fait part de leur intérêt pour le système. Ces significations à des destinataires *a priori* bienveillants à l'égard de l'utilisation de l'électronique devraient – en principe – déminer la matière et permettre au processus de faire ses maladies de jeunesse, avant qu'il ne soit utilisé à l'égard de justiciables « ordinaires ».

11. Le dossier électronique – peu d'avancées sur ce point. Le projet Phénix envisageait la dématérialisation complète du dossier de la procédure, dont les originaux seraient les fichiers électroniques, porteurs de signatures électroniques. En réalité, la modification tient à peu de choses. Dans les lois de 2006 sur la procédure électronique, il avait suffi d'abroger l'alinéa 2 de l'article 720, qui dispose que « le greffier inscrit sur la chemise du dossier la date de la mise au rôle et le numéro d'ordre de la cause ». Les autres dispositions du Code judiciaire relatives au dossier de la procédure sont suffisamment neutres pour s'appliquer également à un dossier électronique (67). En outre, les lois de 2006 avaient aussi modifié le statut du

(65) Voy. le point B.15.2. de l'arrêt.

(66) J. DE MEUTER, « Rencontres inattendues – J. De Meuter-E. Van Tricht », in *L'huissier de justice*, avril 2016, année 5/1, p. 17.

(67) D. MOUGENOT, « Le Code judiciaire à l'épreuve du cyberspace : une réforme réussie ? », *op. cit.*, p. 89, n° 45.

rôle général. Selon l'article 713, celui-ci « est coté par première et dernière et paraphé sur chaque feuille », disposition également incompatible avec la tenue d'un rôle électronique. Dans une vision pragmatique et pour raréfier le papier, il était prévu que le recours à la communication électronique puisse être imposé aux usagers habituels de la justice (à commencer par les avocats).

Rien de tel dans les développements présents. Les dispositions du Code judiciaire n'ont pas été modifiées sur ce point. Or, il existe plusieurs bases de données informatiques dans l'ordre judiciaire :

- le rôle électronique ; dans tous les cours et tribunaux, le rôle est tenu sur support électronique grâce à l'application propre à cette juridiction ; il existe donc des bases de données distinctes, dont la fusion permettrait de reprendre l'ensemble des affaires introduites devant toutes les juridictions belges ;
- e-Deposit ; le déploiement de l'application e-Deposit dans certaines juridictions aboutit également à la création d'une base de données reprenant les conclusions et les pièces remises au greffe par ce moyen ; en effet, si les documents transmis au greffe sont immédiatement imprimés et classés dans les dossiers, le fichier PDF communiqué par les avocats est conservé sous format électronique dans le système et accessible ultérieurement ;
- VAJA (acronyme de *Vonnissen et arresten – Jugements et arrêts*) ; cette base de données, créée en 2013, était supposée contenir à terme toutes les décisions prononcées par toutes les juridictions belges⁽⁶⁸⁾ ; elle n'est, pour l'instant, déployée que devant les cours d'appel et du travail ; le développement futur devant d'autres juridictions est reporté de plusieurs années⁽⁶⁹⁾ ; cette base de données reprend des copies, numérisées et identifiées par un code-barre, des arrêts prononcés par ces juridictions ; la minute du jugement reste toutefois le document papier, signé manuscritement par les conseillers et le greffier ; le statut de VAJA n'est régi par aucune loi,

(68) Pour le fonctionnement, voy. S. WYNSDAU et F. JONGEN, *op. cit.*, p. 105. Ceux-ci s'interrogent sur le gain de temps engendré par l'alimentation de cette base de données. Les greffes des cours concernées sont cependant assez positifs à ce sujet, compte tenu de l'automatisation d'un certain nombre de tâches.

(69) <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/federal/la-banque-de-donnees-des-jugements-se-fait-attendre/10023607.html>.

ce qui ne paraît pas problématique, tant qu'il s'agit d'une base de données interne à l'ordre judiciaire (70).

Mais toutes ces bases de données sont incomplètes : elles ne contiennent que les données des juridictions où ces outils électroniques sont utilisés. Le rôle électronique est généralisé mais fragmenté : il n'existe aucun dossier unique reprenant l'ensemble des données. Et surtout, l'original de ces pièces reste le document sur support papier, revêtu d'une signature manuscrite (avec une exception pour les conclusions, comme nous l'avons vu (voy. *supra*, n° 9). En tout cas, les documents électroniques contenus par ces bases de données doivent être imprimés pour être conservés dans le dossier de procédure papier, qui est le seul reconnu officiellement. Chassé par la porte, le papier rentre par la fenêtre (71).

La seule exception notoire à ce constat est le registre central de la solvabilité (REGSOL), examiné au point suivant.

12. Les registres centraux de la solvabilité et des règlements collectifs de dette – une ébauche de dossier électronique. La loi du 1^{er} décembre 2016 (72) a créé une base de données informatique où le dossier de la faillite est enregistré et conservé. La loi du 11 août 2017 (73), qui introduit le livre XX du Code de droit économique, a étendu son utilisation aux procédures de réorganisation judiciaire et a accentué la composante électronique des dossiers des faillites. Désormais les procédures liées à l'insolvabilité des entreprises (aveux de faillite et requêtes en réorganisation judiciaire) doivent, en règle, être introduites par voie électronique (74)

(70) La loi du 10 août 2005 instituant le système d'information Phénix contient des dispositions relatives aux banques de données de jurisprudence. L'art. 8 institue une banque de donnée interne, reprenant l'intégralité des décisions, soit l'équivalent à l'époque de l'actuelle base de données VAJA. L'art. 9 institue une banque de données accessible au public, reprenant des décisions sélectionnées. C'est l'actuelle banque de données JURIDAT. Cette loi n'a pas été abrogée, contrairement aux lois sur la procédure électronique de juillet et août 2006. Toutefois, compte tenu de ce que cette loi visait explicitement le système Phénix et vu l'abandon de celui-ci, il est douteux que la base de données VAJA puisse être considérée comme soumise à l'art. 8 de la loi de 2005.

(71) On peut d'ailleurs sérieusement s'interroger sur la manière dont les magistrats traiteront leurs dossiers le jour où ils seront entièrement dématérialisés. Les nouvelles générations sont habituées à lire des documents volumineux à l'écran. Les générations plus anciennes aiment à étaler les pièces du dossier sur leur bureau.

(72) Loi modifiant le Code judiciaire et la loi du 8 août 1997 sur les faillites en vue d'introduire le Registre Central de la Solvabilité, *M.B.*, 11 janvier 2017. La loi est complétée par un arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité (*M.B.*, 27 mars 2017).

(73) Loi portant insertion du Livre XX, « Insolvabilité des entreprises », dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre XX, et des dispositions d'application au Livre XX, dans le Livre I du Code de droit économique, *M.B.*, 11 septembre 2017.

(74) Sauf en cas d'impossibilité matérielle. Dans cette hypothèse l'acte introductif peut être déposé sur support papier au greffe et introduit dans le registre par le greffier (art. XX.102 CDE).

(seule la citation en faillite conserve sa forme traditionnelle). Les créanciers peuvent aussi y déclarer leurs créances en ligne. Toutefois, ce système s'ajoute à l'application utilisée par les tribunaux et ne la remplace pas, même si des communications entre les deux systèmes existent⁽⁷⁵⁾. Cela ressort très clairement des travaux préparatoires : « [l]a proposition de loi n'empêche, en fait, pas le maintien d'un double dossier de la faillite. Outre un dossier de procédure (ouverture et clôture de la faillite), il existe en effet encore – simultanément – un dossier de la faillite et de la PRJ au tribunal, qui est utilisé, par exemple, dans la procédure en matière de cautions (cf. article 72ter de la loi sur les faillites). Cet article, qui demeure inchangé, concerne la déclaration des personnes qui se sont constituées sûreté personnelle à titre gratuit dans le dossier de faillite. Il ne s'agit pas du dossier de la faillite du curateur, mais de celui du tribunal, dès lors que la déclaration doit être déposée au greffe. Cet exemple montre qu'il y aura des dossiers parallèles »⁽⁷⁶⁾. En matière d'insolvabilité, l'utilisation de REGSOL remplace les autres systèmes électroniques mis en place par le SPF justice. Ainsi, les aveux de faillite, déclarations de créance et requêtes en PRJ doivent être introduits directement dans le registre, sans passer par e-Deposit. Le système REGSOL est en application pour toutes les faillites depuis le 1^{er} avril 2017 et pour les procédures de réorganisation judiciaire depuis le 1^{er} mai 2018.

La gestion des faillites et des PRJ se fonde donc un système hybride, puisqu'il subsiste un dossier papier au tribunal, doublé du registre électronique. En fait, ce registre est un amalgame entre des pièces qui ne sont que des copies conformes d'un original conservé au dossier du tribunal (le jugement déclaratif de la faillite par exemple) et des pièces qui figurent en original sous forme électronique (l'aveu de faillite, la requête en réorganisation judiciaire, les déclarations de créance, les ordonnances des juges consulaires accordant diverses autorisations au curateur...). Les originaux sont donc partagés entre les deux dossiers : les originaux des jugements figurent dans le dossier papier, les originaux des actes introduits

(75) Ces liens entre l'application utilisée par les tribunaux de l'entreprise (TCKH) et le registre devraient d'ailleurs aller en s'amplifiant au fur et à mesure du développement des versions successives de la base de données. En particulier, les greffiers ne doivent pas effectuer de manœuvre spécifique pour ouvrir un dossier dans le registre : les données introduites dans l'application du tribunal en cas de faillite sont automatiquement recopiées dans le registre. Des liens identiques sont prévus en ce qui concerne l'application MaCH, qui devrait être déployée dans les tribunaux de l'entreprise en 2019.

(76) Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites et introduisant le Registre Central de la Solvabilité, rapport fait au nom de la commission de droit commercial et économique, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. 2016-2017, n° 54-1779/008, p. 16.

directement dans REGSOL sont les fichiers électroniques. La signature qualifiée est exigée pour les originaux électroniques (article I.22, 27°, CDE), contrairement aux signatures d'actes de procédure dans le Code judiciaire. À ce titre, REGSOL est, pour l'instant, ce qui se rapproche le plus d'un dossier électronique complet.

Le registre central des règlements collectifs de dettes est le pendant de REGSOL en matière de règlement collectif de dettes. Ce registre a été créé par la loi pot-pourri IV. Il a « vocation à contenir l'ensemble des actes de la procédure, c'est-à-dire à la fois les “actes traditionnels” inhérents à l'instance (requête initiale, décision d'admissibilité, conclusions, pièces, plan amiable ou judiciaire, décisions, etc.) et les “actes spécifiques” liés à l'intervention d'un mandataire de justice (échanges entre les parties, le juge et le médiateur de dettes) » (77). Il faudra attendre son développement pratique pour juger des qualités de ce registre.

IV. LE FUTUR

13. La justice prédictive. Poser une question juridique en langage naturel à un ordinateur et obtenir immédiatement une réponse, n'est-ce pas le rêve de tout justiciable ? C'est le rêve que proposent de réaliser les *legaltechs*, ces entreprises à haute technologie œuvrant dans le domaine de la justice. La justice prédictive repose sur des logiciels permettant l'analyse en quelques instants de millions de données législatives et/ou judiciaires pour en retirer la solution à un problème donné.

Grâce à de puissants algorithmes, l'ordinateur passe en revue toutes les décisions que contient sa base de données et les compare au cas de figure qui lui est soumis. Il en retire les plus pertinentes et les classe. L'utilisateur connaît ainsi les tendances de la jurisprudence et peut même comparer les décisions de différentes juridictions, voire de différents magistrats. Il dispose ainsi d'un outil pour deviner l'issue du procès dans lequel il est impliqué (d'où le nom de justice prédictive). S'il est avocat, il pourra conseiller utilement son client sur la stratégie à adopter : soit adapter son argumentation pour maximiser les chances de réussite, soit, si ces chances sont faibles, tenter plutôt une négociation ou une médiation. Et, dans ce cadre, l'ordinateur pourra encore conseiller les propositions qui

(77) Ch. BEDORET, « Le RCD et ... le “Pot-pourri IV” (2^e partie) », *op. cit.*, p. 3.

sont le plus susceptibles d'apporter un avantage aux deux parties (78). Le juge peut aussi tirer profit de ces systèmes : il connaîtra les tendances de la jurisprudence et pourra en tenir compte dans la rédaction de sa décision. Ces logiciels permettent d'avoir une vue globale des dispositions légales et de la jurisprudence. Le risque d'une omission non intentionnelle dans la décision est donc minimisé. Par ailleurs, si le système est nourri avec toutes les décisions judiciaires d'un système juridique donné, on ne pourra plus parler des biais de la « jurisprudence publiée ». C'est bien l'ensemble de la jurisprudence qui sortira de la machine, qu'elle soit juridiquement correcte ou non. À ce sujet, l'usage de ces logiciels pourrait très bien réserver des surprises, s'il apparaissait que la pratique des juridictions s'écarte en réalité de la doctrine ou des quelques décisions publiées dans une matière. Ce risque ne doit toutefois pas être exagéré, compte tenu de l'influence précisément de la doctrine ou des décisions publiées sur l'ensemble de la jurisprudence. Il est par ailleurs peu probable que l'usage de ces logiciels soit limité aux professionnels du droit (79) : on verra d'autres intermédiaires que les avocats les utiliser dans leur tâche de conseil, voire les justiciables eux-mêmes, à la recherche d'une solution directe à leurs problèmes.

L'efficacité de ces systèmes passe par la constitution d'un grand nombre données (« *big data* »). Un mauvais algorithme fonctionnera mieux avec beaucoup de données qu'un bon algorithme avec peu de données (80). En matière de justice, l'utilisation performante des algorithmes suppose la mise en place de l'« *open data* », c'est-à-dire la publication la plus extensive possible de la jurisprudence, en un format utilisable par les machines (81). Dans ce contexte, le développement de la base de données VAJA (voy. *supra*, n° 11), reprenant l'ensemble des décisions prononcées en Belgique, sera certainement déterminant.

Dans la littérature scientifique, il est question de programmes permettant de deviner à 70% la jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis (82)

(78) J. ZELEZNIKOW, « Can artificial intelligence and online dispute resolution enhance efficiency and effectiveness in courts ? », *International Journal for Court Administration*, 2017, vol. 8/2, pp. 30 et s., disponible sur : <https://www.iacajournal.org/articles/abstract/10.18352/ijca.223/>.

(79) S. CHASSAGNARD-PINET, « Prédire ou dire le droit ? », *D. IP/IT*, 2017, p. 497.

(80) <https://www.cervopolis.com/zoom-machine-learning-deux-methodes-dapprentissage/>.

(81) J.-P. BUYLE et A. VAN DEN BRANDEN, « La robotisation de la justice », in *L'intelligence artificielle et le droit*, Bruxelles, Larcier, 2017, p. 270, n° 7.

(82) D. M. KATZ, M. BOMMARITO et J. BLACKMAN, « A General Approach for Predicting the Behavior of the Supreme Court of the United States », disponible sur <https://ssrn.com/abstract=2463244>.

ou à 80 % les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme⁽⁸³⁾. Mais il s'agit d'analyser la jurisprudence d'une seule juridiction, dans un contentieux assez balisé, et la prédiction ne porte que sur le résultat et non les motifs de la décision. L'extension de ces expériences auprès des juridictions ordinaires est plus décevant. Si des entreprises américaines se vantent de succès impressionnants⁽⁸⁴⁾, les premiers tests réalisés par la *legaltech* française Predictice auprès des cours d'appel de Douai et Rennes se sont avérés peu concluants⁽⁸⁵⁾. Mais l'avancée de la technique ne s'arrête pas et des tentatives futures pourraient s'avérer plus fructueuses.

14. Une technologie non dépourvue de risques. Indépendamment des avantages relevés ci-dessus, qui découlent de la capacité de calcul impressionnante des ordinateurs, ces systèmes présentent aussi des inconvénients notables. On peut en citer deux.

Le premier risque est la menace que ces systèmes font peser sur la vie privée des justiciables. Nous avons vu au numéro précédent que, pour être efficaces, les algorithmes doivent pouvoir travailler avec un maximum de décision publiées. Or, il est actuellement démontré qu'il ne suffit pas de supprimer les noms des parties dans les décisions pour préserver leur anonymat. Au vu des résultats de la recherche scientifique⁽⁸⁶⁾, on sait que le risque majeur en termes de vie privée est celui de la réidentification⁽⁸⁷⁾. À partir de détails apparemment anodins de la décision (métadonnées) et en croisant les données de différentes bases de données accessibles, il est possible de retrouver l'identité des parties, même sans disposer de leur nom. Sur le plan juridique, tout risque de réidentification doit être banni, pour se conformer à la réglementation européenne sur la protection de la vie privée. Le considérant 26 du Règlement général sur la protection des données (RGPD) entend définir l'anonymisation comme le procédé qui, appliqué à une donnée à caractère personnel, transforme celle-ci d'une

(83) N. ALETRAS, D. TSARAPATANIS *et al.*, « Predicting Judicial Decisions of the European Court of Human Rights : A Natural Language Processing Perspective », *Peer J, Computer science*, 2016, disponible sur <https://peerj.com/articles/cs-93>, spéc. pp. 11 et s.

(84) Voy., par ex., les sites web de Lex Machina (<https://lexmachina.com/>), Ravel Law (<http://ravellaw.com/>), Legal Sifter (<https://www.legalsifter.com/>) ou encore Rocket lawyer (<https://www.rocketlawyer.com/>).

(85) <https://www.dalloz-actualite.fr/interview/l-utilisation-de-l-outil-predictice-decoit-cour-d-appel-de-rennes#.W2hiKdL-i70>.

(86) Notamment les expériences du M.I.T. permettant d'identifier 90 % des personnes ayant passé des opérations avec leur carte de crédit, sans disposer du nom et du numéro de carte : Y.-A. DE MONTJOYE, L. RADAELLI *et al.*, « Unique in the Shopping Mall : On the Reidentifiability of Credit Card Metadata », 28 avril 2018, pp. 536 et s., disponible sur <http://science.sciencemag.org/>.

(87) L. CADIEU *et al.*, *L'open data des décisions de justice*, rapport à madame la garde des Sceaux, ministre de la Justice, novembre 2017, n° 21, p. 26, disponible sur : http://www.justice.gouv.fr/publication/open_data_rapport.pdf.

manière *telle qu'elle ne permet plus l'identification de la personne concernée* (88). Or, pour permettre une analyse fine, les logiciels de justice prédictive ont besoin de décisions riches en détails de fait. À l'inverse, la protection maximale du justiciable suppose que l'on débarrasse les décisions de tous les éléments de fait qui permettraient la réidentification des parties, rendant ainsi la décision insipide et sans grand intérêt pour les *legaltechs*. Il y a là un conflit important, dont il n'est pas encore possible de dire s'il connaîtra une issue équilibrée pour les intérêts de chacun.

Un autre grand risque est que la justice prédictive devienne une justice prescriptive ou normative. Les décisions du courant majoritaire de la jurisprudence, mises en lumière de manière claire par le logiciel, seront invoquées avec persuasion par les parties, avec de fortes probabilités d'adoption par le juge. Les logiciels de justice prédictive ne se borneront alors plus à indiquer quels sont les courants de la jurisprudence, ils « feront » la jurisprudence future, qui aura tendance à se resserrer de plus en plus sur les solutions majoritaires. Alors que cette majorité pouvait représenter 60 % de la jurisprudence au départ, elle pourrait monter à 70, 80 %, voire plus après utilisation du système. Poussé à son terme, le processus pourrait totalement évincer toute décision qui ne serait pas conforme à la jurisprudence majoritaire. « Un juge peu courageux est tenté d'estimer que si la majorité de ses collègues tranche en un certain sens, le moins dangereux pour lui est de suivre leur décision. C'est l'effet moutonnier de la justice prédictive : elle pousse au conformisme et réclame plus d'indépendance d'esprit aux juges qui estiment qu'ils doivent aller à contre-courant, c'est-à-dire qui veulent simplement faire leur métier » (89). On assisterait alors à une fossilisation de la jurisprudence : elle n'évoluerait plus et ne ferait que reproduire à l'infini les solutions déjà retenues et présentées par l'ordinateur. On peut faire le pari que l'indépendance des juges prévaudra sur la machine mais l'issue de ce pari est loin d'être sûre à 100 %. On pourrait imaginer que le juge soit soumis à des pressions pour se conformer à cette jurisprudence, de façon à améliorer les statistiques de la juridiction (90). Par ailleurs, des

(88) Pour de plus amples développements sur l'anonymisation et les processus d'anonymisation, voy. Groupe de Travail Article 29, *Avis 5/2014 sur les Techniques d'anonymisation*, adopté le 10 avril 2014, disponible sur http://ec.europa.eu/justice/article-29/documentation/opinion-recommendation/files/2014/wp216_en.pdf. Pour mémoire, ce groupe, actuellement remplacé par le Comité européen de la protection des données, depuis l'entrée en vigueur du RGPD, est un ancien organe consultatif européen indépendant sur la protection des données et de la vie privée. Ses avis sont toujours disponibles, même si l'organe lui-même a disparu.

(89) A. GARAPON et J. LASSÈGUE, *Justice digitale*, Paris, PUF, 2018, p. 239.

(90) Aux Pays-Bas, le taux d'appel des décisions des juridictions est examiné de près parce qu'il manifeste une forme d'insatisfaction des usagers et donne lieu à des comparaisons entre juridictions. Cela peut déboucher sur des pratiques améliorant les performances de la juridiction, non sans créer une certaine uniformité

études ont mis en lumière un biais cognitif particulier (« *automation bias* ») par lequel des humains qui utilisent un système informatique ont une tendance inconsciente à faire confiance à la machine et à ne pas mettre en doute les informations qu'elle fournit. Ce travers apparaît aussi bien à l'égard d'experts que de profanes, d'individus que d'équipes et n'est pas nécessairement éliminé par un simple avertissement (91).

15. La justice robotisée. Lorsque l'informatique sera à même de fournir des réponses à des problèmes juridiques, on peut alors se risquer à poser une question iconoclaste : à quoi sert encore le juge ? S'il n'est là que pour entériner le verdict de la machine, quelle est sa place ? (92)

Sur un plan technique, on n'en n'est pas encore là, mais l'informatique a fait de tels progrès qu'un système de décision automatisé n'est plus du domaine de la science-fiction. On distingue essentiellement deux procédés (93).

Le premier type est constitué par les « systèmes experts ». Ces systèmes, apparus dans les années 2000, fonctionnent sur la base d'un corps de règles préétablies, qui transposent les règles de droit en langage informatique : la machine parcourt les règles en fonction des faits qui lui sont donnés et sélectionne la règle qui lui paraît la plus adéquate, ce qui donne la solution au problème.

Il s'agit d'un raisonnement essentiellement déductif, très similaire au raisonnement juridique, et la machine est capable de motiver sa décision.

de jurisprudence. « Ces bonnes pratiques n'ont, à proprement parler, aucune force contraignante ; ceci dit les magistrats ne peuvent généralement pas y déroger sans explication convaincante dans leurs décisions » (K. MUNUGU LUNGUNGU, « Le Conseil de la Justice aux Pays-Bas, modèle ou repoussoir ? », in *Le Conseil supérieur de la Justice : stop ou encore ?*, Limal, Anthemis, 2016, pp. 83 et s., n^{os} 26 et 27, p. 104). On imagine volontiers l'effet accélérateur d'un système de justice prédictive dans un tel contexte.

(91) K. GODDARD *et al.*, « Automation Bias : a Systematic Review of Frequency, Effect Mediators, and Mitigators », *Journal of the American Medical Informatics Association*, 2012, pp. 121-127, disponible sur <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3240751> ; R. PARASURAMAN et D. H. MANZEY, « Complacency and Bias in Human use of Automation : an Attentional Integration », *Human Factors*, 2010, pp. 381-410, disponible sur <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/21077562>. Voy. également « The responsibility and independence of the decision-maker may be threatened and human staff may become deskilled or even redundant » ; M. J. HALL, D. CALABRO *et al.*, « Supporting Discretionary Decision-Making with Information Technology : A Case Study in the Criminal Sentencing Jurisdiction », *University of Ottawa Law & Technology Journal*, 2005, vol. 2/1, p. 33, disponible sur <http://www.uoltj.ca/articles/vol2.1/2005.2.1.uoltj.Hall.1-36.pdf>.

(92) Parmi les réflexions d'internautes publiées sur un forum du journal *20 minutes*, on peut lire certains avis qui manifestent clairement une plus grande confiance dans la machine que dans le juge humain (<https://www.20minutes.fr/culture/2195935-20180104-justice-peut-faire-confiance-jugement-robot>). Cela dit, entre les affirmations sur un forum et la réalité, il faudrait vérifier la détermination de leurs auteurs face à un vrai système automatisé de résolution des litiges.

(93) D. BOURCIER, « L'acte de juger est-il modélisable ? De la logique à la justice », in *L'E-justice. Dialogue et Pouvoir*, coll. Arch. phil.dr., t. 54, Paris, Dalloz, 2011, pp. 37 et s., en particulier pp. 41 et s.

En revanche, son fonctionnement se détériore lorsque la règle juridique est trop complexe pour être réécrite en langage machine ou fait usage de concepts flous, sujets à interprétation (bonne foi, individu normalement prudent et diligent...).

Le second type est constitué par les « réseaux de neurones artificiels » (RNA). Ces systèmes fonctionnent par apprentissage (*deep learning*), sans règles préétablies. Par une analyse statistique, ils dégagent les règles de manière empirique, sur la base d'exemples. Après avoir analysé et pesé des milliers de cas pratiques, ils sont en mesure d'en dégager des règles générales et les appliquer à de nouveaux cas. Ils sont particulièrement adaptés pour traiter des concepts au contenu flou. Pour autant qu'on nourrisse le système avec un nombre suffisant de décisions faisant appel au concept de « bon père de famille », l'ordinateur sera en mesure d'en définir les contours. En revanche, le raisonnement est purement mathématique et impossible à transposer en termes juridiques. Ces systèmes constituent donc des boîtes noires, dont le fonctionnement reste très largement opaque. Comme le dit D. Bourcier : « dans certains domaines (reconnaissance des visages), l'expérimentateur n'a pas besoin de savoir quel pixel ou quel neurone a fait basculer la décision du réseau. En revanche la justification est fondamentale en droit, pour le magistrat et pour les parties » (94). La mise en place de mécanismes permettant de comprendre le fonctionnement de ce type d'intelligence artificielle est un des défis majeurs pour les années à venir.

On voit donc que chaque système a ses avantages et ses inconvénients. Il est possible de combiner les deux. Par exemple, dans un système expert, les règles peuvent être fixées non pas par codage par un informaticien mais par des mécanismes d'apprentissage (95).

16. Justice robotisée et droits fondamentaux. Un tel système utilisé pour rendre des décisions judiciaires est-il conforme au droit au procès équitable et aux droits fondamentaux du justiciable ? C'est bien là que le bât blesse. La place manque pour reproduire une analyse approfondie de la question mais on peut en esquisser le canevas et aborder un certain nombre des problèmes (96).

(94) D. BOURCIER, « L'acte de juger est-il modélisable ? De la logique à la justice », *op. cit.*, p. 45.

(95) T. APPENZELLER, « The AI Revolution in Science », *Science*, juillet 2017, disponible sur <http://www.sciencemag.org/news/2017/07/ai-revolution-science>.

(96) Voy., pour un examen plus fouillé, L. GÉRARD et D. MOUGENOT, « Justice robotisée et droits fondamentaux », in *Le juge et l'algorithme : juges augmentés ou justice diminuée ?*, Cahiers du CRIDS, Bruxelles, Bruylant, 2018 (à paraître).

Motivation des jugements. Comme indiqué ci-dessus, les systèmes experts sont capables de motiver leur décision. Mais ils ne peuvent être utilisés que dans des cas simples, dans lesquels la règle juridique est facile à modéliser. En revanche, les réseaux neuronaux ne peuvent pas produire de motivation de leur décision. On connaît le point de départ du raisonnement et son point d'arrivée, mais pas le cheminement. De tels systèmes ne rencontrent donc pas l'obligation constitutionnelle de motivation des décisions.

Indépendance. L'indépendance est l'absence de lien et d'allégeance du juge par rapport à toute force ou pouvoir externe, qu'il soit rattaché à la justice (autre magistrat, chef de corps...) ou non (autre pouvoir, presse, opinion publique, entreprises privées...)(97). Le problème à ce sujet provient de ce que les ordres judiciaires n'ont généralement pas les moyens techniques et surtout financiers pour développer par eux-mêmes des systèmes informatiques complexes. « La conversion des informations publiques en donnée et leur ouverture aboutissent à une redéfinition en profondeur de la distinction privé/public, telle que nous la connaissons jusqu'à présent. Celle-ci disparaît pour laisser place à une nouvelle distinction où le privé est entendu comme l'instrument nécessaire d'une mise forme publique »(98). Or, si le « juge » est un programme informatique conçu par une entreprise privée, cela pose un gros problème en termes d'indépendance parce que, pour le dire en termes communs, le « juge » est alors « fabriqué » par une entreprise privée. Il est très difficile d'appréhender de l'extérieur le fonctionnement d'un programme de prise de décision. À partir du moment où ce programme est conçu par une société privée, la distance qui doit séparer le juge des partenaires privés de la justice n'existe plus. Sauf audit approfondi et préalable du système, on pourrait donc avoir l'impression désagréable que la prise de décision est soumise à des impératifs qui pèsent sur les concepteurs du logiciel mais qui n'ont rien à voir avec l'exercice sain et correct de la justice.

Impartialité. L'impartialité doit être abordée sous deux aspects, conformément à la jurisprudence bien ancrée de la Cour européenne des droits de l'homme.

(97) Dans les dictionnaires juridiques, l'indépendance est définie comme « la situation d'un organe public auquel son statut assure la possibilité de prendre des décisions en toute liberté et à l'abri de toutes instructions et pressions » (G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 1987, v° « Indépendance ») ou encore « l'état d'une personne qui œuvre sans recevoir d'ordre, qui agit sans être agie, dans le respect de l'éthique et de sa déontologie » (L. CADIEU, *Dictionnaire de la justice*, Paris, PUF, 2004, v° « Indépendance »).

(98) A. GARAPON et J. LASSÈGUE, *Justice numérique*, Paris, PUF, 2018, p. 87.

Impartialité objective tout d'abord. Le tribunal doit donner, aux yeux d'un observateur extérieur, toutes les garanties d'un exercice neutre de la justice(99). Si le fonctionnement du système informatique est totalement opaque pour les tiers, une première difficulté apparaît : on ne « voit » pas la justice fonctionner et donc on ne peut pas apprécier si elle est impartiale.

Impartialité subjective ensuite. Le juge, dans son comportement, doit se garder de toute prise de position qui ferait pencher la balance en faveur d'une des parties(100). Au premier abord, la justice algorithmique paraît gagnante sur ce point. L'ordinateur n'a pas d'états d'âme, il est constant dans sa décision, il est imperméable à la race, au sexe ou aux convictions religieuses des parties..., ce que n'est pas nécessairement le juge humain, empêtré dans ses préjugés. Mais cette apparence d'impartialité est trompeuse. Tout d'abord, tout programme informatique est rédigé par des êtres humains. En matière judiciaire, le logiciel sera donc le reflet des prises de position et préjugés de ses concepteurs(101). Lorsque l'ordinateur travaille sur la base d'une jurisprudence préexistante (réseau neuronal), il va également reproduire tous les biais qui existent dans cette jurisprudence. Voire, il va les augmenter du fait de l'application constante et systématique des conclusions qu'il tire de cette analyse, dans tous les cas similaires(102). On voit donc qu'en définitive, l'avantage du robot sur l'être humain n'est pas si évident. Les problèmes de partialité de l'ordinateur sont d'autant plus délicats qu'ils ne sont ni faciles à détecter ni aisés à résoudre.

Publicité des débats. Difficulté également sur ce point : on ne plaide pas devant une machine. On lui pose des questions et on recueille ses réponses. Il n'y a plus d'audience dans le monde numérique. Si la Cour des droits de l'homme admet des exceptions à l'exigence d'une audience publique, notamment lorsque les débats sont techniques et que l'audience

(99) Opinion du juge S. K. MARTENS sous *Borgers c. Belgique*, 30 octobre 1991, § 3.3, *J.T.*, 1992, p. 175.

(100) J.-F. MAROT, « L'évaluation du préjudice corporel et la Convention européenne des droits de l'homme », in *Le dommage corporel et l'expertise : liber amicorum Pierre Lucas*, Limal, Anthemis, 2009, p. 280.

(101) L. LESSIG, *Code. Version 2.0*, 2006, p. 101, disponible sur <http://codev2.cc/download+remix/Lessig-Codev2.pdf> ; D. J. STEINBOCK, « Data Matching, Data Mining, and Due Process », *Georgia Law Review*, 2005, p. 61 ; L. A. SHAY, W. HARTZOG, J. NELSON et G. CONTI, « Do Robots Dream of Electric Laws ? An Experiment in the Law as Algorithm », in *Robot Law* (R. CALO, A. M. FROOMKIN et I. KERR dir.), Cheltenham, Edward Elgar, 2016, pp. 288 et 295.

(102) J. BURN-MURDOCH, « The Problem with Algorithms : Magnifying Misbehaviour », *The Guardian*, 14 août 2013, disponible sur <https://www.theguardian.com/news/datablog/2013/aug/14/problem-with-algorithms-magnifying-misbehaviour> ; C. COGLIANESE et D. LEHR, « Regulation by Robot : Administrative Decision Making in the Machine-Learning Era », *The Georgetown Law Journal*, vol. 105, 2017, p. 1192.

apporterait peu de plus-value(103), il faut bien reconnaître que cette exigence empêche toute application généralisée d'une justice automatisée.

Accessibilité de la justice et égalité des armes. Si le recours à un système automatisé de décision est obligatoire, la fracture numérique va réapparaître à ce niveau. Certaines études démontrent que l'informatique peut offrir un soutien aux parties qui se défendent seules(104). Mais, de manière générale, les personnes qui sont mal à l'aise avec cet outil seront défavorisées si le recours au règlement en ligne des litiges est imposé.

Alors, le juge robot sera-t-il d'emblée relégué aux oubliettes ? On pourrait le croire en lisant les lignes qui précèdent, parce qu'il ne pourra pas se plier aux principes du procès équitable. Et pourtant, une échappatoire existe. En effet, la Cour européenne des droits de l'homme apprécie toujours le respect du droit au procès équitable sur l'ensemble de la procédure. Elle admet que certains stades de la procédure ne respectent pas ce standard, si un recours est possible devant une juridiction qui respecte intégralement les impératifs de l'article 6(105). Il n'est donc pas interdit d'envisager une sorte de règlement préalable automatisé du litige, pour autant qu'un recours aisé de pleine juridiction devant un juge humain soit possible(106). Ce système devrait être mis en place par le législateur, pour se conformer à l'article 22 du RGPD. Celui-ci permet au citoyen de s'opposer à toute « décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire ». Mais le second alinéa de l'article 22 prévoit une exception lorsque ce système est autorisé « par le droit de l'Union ou le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis et qui prévoit également des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et libertés et des intérêts légitimes de la personne concernée ». Une intervention législative pour légaliser l'existence de juridictions robotisées est donc possible, moyennant des mesures d'accompagnement garantissant le respect des intérêts légitimes du justi-

(103) Cour eur. D.H., 10 décembre 2009, *Kootummel c. Autriche*, § 19 ; 8 février 2005, *Miller c. Suède*, § 29 ; 12 novembre 2002, *Salomonsson c. Suède*, § 38 ; 12 novembre 2002, *Lundevall c. Suède*, § 38 ; 12 novembre 2002, *Döry c. Suède*, § 41 ; 24 juin 1993, *Schuler-Zgraggen c. Suisse*, § 58.

(104) J. ZELEZNIKOW, « Can Artificial Intelligence and Online Dispute Resolution Enhance Efficiency and Effectiveness in Courts ? », *op. cit.*, pp. 30 et s.

(105) Cour eur. D.H., 23 juin 1981, *Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique*, § 51.

(106) Cour eur. D.H., 21 septembre 1993, *Zumtobel c. Autriche*, § 29 ; 22 novembre 1995, *Bryan c. Royaume-Uni*, § 40 ; 19 décembre 1997, *Helle c. Finlande*, § 46 ; 20 mai 1998, *Gautrin et autres c. France*, § 57 ; 2 septembre 1998, *Lauko c. Slovaquie*, § 64 ; 7 décembre 2004, *Kilian c. République tchèque*, § 27 ; 12 janvier 2010, *Paroisse gréco-catholique Sambata Bihor c. Roumanie*, § 68 ; 20 octobre 2015, *Fazia Ali c. Royaume-Uni*, § 75.

cialable. La mesure ultime est évidemment le droit de recours devant un juge humain, également nécessaire pour assurer le respect du droit au procès équitable. Mais, vu les nombreux problèmes soulevés dans cette étude, on peut légitimement se demander si cette simple faculté suffira à garantir les droits du justiciable. On songe notamment à la difficulté d'expliquer le cheminement du raisonnement de la machine, dans les systèmes neuro-naux artificiels. Comment apprécier l'opportunité d'un recours devant un juge humain si on ne connaît pas les motifs de la décision ?

V. CONCLUSION

17. Une conclusion mitigée. L'échec du projet Phénix a fait perdre dix ans dans l'informatisation de la justice. La politique des petits pas qui a suivi, même si elle apparaît plus raisonnable que ce projet trop ambitieux, laisse les praticiens sur leur faim du fait de la lenteur du processus.

Le point le plus avancé est l'uniformisation des logiciels utilisés par les tribunaux. Ce point, central dans le projet Phénix, est partiellement réalisé par le déploiement du logiciel MaCH dans les tribunaux et parquets. Ce logiciel permet d'automatiser certaines tâches accomplies par les greffes, ce dont ils ont un grand besoin pour diminuer leur charge de travail. Ce succès ne doit toutefois pas faire oublier que ce logiciel n'est que la mise à jour d'un programme conçu à la fin du XX^e siècle, dont l'architecture n'est plus conforme aux avancées de l'informatique moderne. Tôt ou tard, il devra être totalement réécrit.

La communication électronique se limite à la possibilité de dépôt des conclusions et de pièces (e-Deposit et DPA-Deposit) devant la plupart des juridictions civiles. Ce mécanisme, qui simplifie le travail des avocats, n'apporte qu'une plus-value réduite aux greffes, compte tenu de l'obligation d'imprimer toutes les conclusions et les dossiers qui entrent dans le système informatique judiciaire. Le coût de cette impression est reporté sur l'ordre judiciaire⁽¹⁰⁷⁾.

(107) Cela dit, il faudra aussi faire un jour le bilan environnemental d'un système entièrement dématérialisé, vu les énormes besoins en énergie des serveurs. Par exemple, l'envoi de 33 e-mails d'un Mo à deux destinataires par jour et par personne génère annuellement des émissions équivalentes à 180 kg de CO₂, soit l'équivalent de plus de... 1000 km parcourus en voiture. Au niveau d'une entreprise de 100 collaborateurs, l'envoi d'e-mails générerait ainsi 13,6 tonnes de CO₂ par an (<https://www.rsln.fr/fil/e-mail-environnement-consommation/>). Au rythme de croissance envisagé actuellement, la consommation des outils numériques pourrait atteindre 40 à 50 % de la consommation électrique mondiale en 2050 (*La Libre Belgique*, 6 février 2018, p. 39).

Le dossier électronique est pour l'instant limité au registre de la solvabilité des entreprises, qui cohabite encore avec le dossier papier du tribunal de l'entreprise. Le développement de la base de données VAJA est reporté à plusieurs années.

Rien n'est prévu pour la gestion des audiences. Les avocats doivent toujours comparaître physiquement pour obtenir le report d'une affaire.

Dans le contexte d'austérité budgétaire qui règne actuellement, on peut se demander si les tribunaux pourront bénéficier des progrès qu'apportera l'intelligence artificielle, compte tenu du coût du développement de ces logiciels. Cette même austérité budgétaire amène l'exécutif à rechercher des sources de financement externes, peu compatibles avec l'indépendance de la justice.

On le voit donc, si les tribunaux sont bien entrés dans l'ère électronique, les progrès restent mesurés. Certes, Rome ne s'est pas faite en un jour... et l'informatique judiciaire non plus. Mais la perspective des gains de temps et d'efficacité que peut apporter un outil informatique bien conçu et bien rôdé rend les lenteurs de l'évolution difficilement supportables. Cela dit, si les juges ont raison de se montrer impatients et de réclamer un système informatique efficace, ils doivent aussi se préparer : la procédure électronique va changer leur métier. Le travail dans un environnement dématérialisé, dans l'interaction constante entre bases de données, avec des outils fonctionnant selon une logique différente de la leur, les obligera à faire œuvre de souplesse pour s'adapter aux évolutions, tout en conservant l'essentiel de l'œuvre judiciaire : dire le droit pour apaiser les conflits (108).

(108) Pour une réflexion sur la justice dans un univers dématérialisé, voy. G. VANDERSTICHELE, « Rechtspraak in een datagestuurde informatiemaatschappij », *NjW*, 2017, pp. 618 et s.